

Nouvelles locales mercredi 2 et jeudi 3 mars 2016

@rib News, 03/03/2016 | Education - Seulement la moitié des lauréats attendus à l'Université du Burundi se sont inscrits pour l'année académique 2015-2016. Les effectifs des lauréats qui étaient attendus à l'Université du Burundi pour l'année académique 2015-2016 ont diminué de moitié. Sur un effectif de près de 4 milles étudiants orientés à l'Université du Burundi, 2010 étudiants seulement se sont fait inscrire. Les raisons données par l'autorité académique, c'est autre la crise qui secoue le Burundi depuis le mois d'avril 2015 ainsi que les années académiques qui sont très longues, selon Docteur Paul Hakizimana, Directeur Académique à l'Université du Burundi.

Politique - Certains habitants de la province Makamba disent être inquiets de l'avenir du Burundi en ce qui concerne la paix et la sécurité. Cette population du sud du pays avoue être déçue des résultats des consultations entre le gouvernement et différentes délégations de la communauté internationale. Les habitants font allusion aux récentes visites au Burundi du secrétaire général des Nations Unies et de la mission de haut niveau de l'UA Union Africaine. Ils trouvent que ces visites n'aboutissent à rien et que la situation reste la même étant donné qu'il n'y a aucun changement sur terrain. La plupart d'entre eux estiment que le pouvoir de Bujumbura n'a pas la volonté de vider la question politique sécuritaire observée dans le pays. Les habitants de la province Makamba déplorent également l'organisation du dialogue inter burundais mis en place par la commission nationale du dialogue inter Burundais sans inclure les autres. Ils trouvent que seuls les membres du parti au pouvoir s'expriment dans ce dialogue inter Burundais. Ces habitants demandent au gouvernement Burundais de faire tout pour que la paix règne encore dans le pays.

Gouvernance - Le ministre des finances, du budget et de la privatisation demande aux responsables administratifs de réduire sensiblement les missions à l'étranger sauf les missions stratégiques. Dans une correspondance du 26 février 2016 adressée au Gouverneur de la Banque de la République du Burundi (BRB), au Commissaire Général de l'Office Burundais de Recettes (OBR) et au Secrétaire Général de l'Agence des Contrats des Assurances (ARCA), le ministre Tabu Abdallah Manirakiza explique que cette mesure a été motivée par la conjoncture économique que le pays traverse et la bonne gestion des réserves en devises. Il ajoute que les formations organisées sur les fonds publics seront supprimées sauf pour des cas exceptionnels. Dans cette même correspondance, le ministre Manirakiza a aussi supprimé les frais supplémentaires sur les missions prises en charge par le gouvernement sauf celles jugées stratégiques pour les institutions.

Economie - Les activités des institutions de micro finances tournent au ralenti depuis le début de la crise qui secoue le Burundi. De petits commerçants qui vivaient des micro crédits indiquent qu'ils sont dans la misère puis que leurs activités commerciales se sont arrêtées. Une femme rencontrée à la micro finance TURAME regrette qu'elle a été victime du fait que ses collègues n'ont pas remboursé une partie du crédit qu'ils avaient contracté ensemble. Un commerçant rencontré au marché de Jabe dit qu'il avait contracté un crédit à l'institution de micro finance WISE mais qu'il a perdu tout son capital. Les responsables institutions de micro finance comme Wise, Turame finance, Kazoza et Corrilac regrettent que la plupart de leurs clients n'ont pas remboursé les crédits contractés au cours de l'année 2015. Certaines de ces micro finances ont été obligées de réduire le personnel tandis que d'autres ont même fermé quelques agences.

Société - Au cimetière de Mpanda, les places sont divisées selon les moyens financiers des personnes à la recherche de ce service. Des privés ont loué ces places et exigent des conditions pour faire bénéficier leurs services aux demandeurs. Des familles qui perdent leurs proches disent qu'il est difficile d'enterrer dignement leurs personnes à cause des coûts élevés. Certaines pompes funèbres ont enterré les tombes pour 2.000.000 fbu, 1.500.000 fbu et 1.000.000 fbu dans le quartier VIP. Alors qu'il reste d'autres besoins pour ces activités funéraires comme les gerbes de fleurs, le transport du cercueil et celui des membres de la famille, la messe et la chorale, la location des habits de circonstance, la rencontre autour d'un verre après l'enterrement « GUKARABA », ce qui allège les dépenses. Quand on ne recourt pas au service VIP, le cercueil se vend à 150.000 fbu, la tombe et sa préparation à plus de 250.000 fbu, ce qui fait que toutes les dépenses vont au-delà de 1.000.000 fbu même quand on cherche à éviter des dépenses énormes. Souvent, des unions des membres de la famille et des associations sont organisées pour inventorier les besoins et les moyens que détient la famille. Parfois il est difficile de terminer le jour ou la date d'enterrement à cause de manque de moyens. Il arrive même qu'un contracté un crédit pour enterrer dignement le défunt. Actuellement, il faut avoir au moins un million de francs burundais pour enterrer dignement quelqu'un.

Droit de l'homme - Dans un rapport publié ce mardi le 1er février 2016, la ligue Iteka dit qu'un nombre de personnes tuées, d'autres enlevées et portées disparues depuis le mois de Janvier. Les tueries ont été effectuées à la mairie de Bujumbura, dans la province de Bubanza et Bujumbura. Dans ce rapport, la ligue Iteka annonce des exécutions extrajudiciaires de la police dans certains coins du pays. La ligue Iteka déplore également que des réfugiés qui sont dans les pays voisins sont souvent poursuivis par des éléments « du Pouvoir », c'est le cas d'un Burundais trouvant en Ouganda qui a failli être lynché par des hommes inconnus. Cette organisation de défense des droits humains s'inquiète également du sort de sa ressortissante Marie Claudette Kwizera qui a été enlevée par les forces armées nationales. La ligue Iteka dit qu'une rançon de 3.5 millions de francs burundais a été versée par sa famille mais sans voir la sienne. Cette ressortissante de la ligue Iteka a été enlevée il y a bientôt 3 mois et reste sans nouvelles. - Didace Ntawumenya, un agent de la COOPEC à Makamba a été kidnappé ce mardi alors qu'il se rendait au travail. Les individus qui ont commis ce rapt n'ont pas été identifiés. Son épouse, sa famille et ses collègues de bureaux ne disposent d'aucune information sur sa situation. Son téléphone personnel est éteint. Toutefois, la victime a depuis écrit un message avec un autre numéro d'appel, sans préciser où elle se trouve. En utilisant ce numéro, des proches ont au bout du fil quelqu'un qui refuse de passer la communication; ce qui augmente leur inquiétude.

Ntawumenya était sous surveillance ces dernières semaines et avait été photographié affirme son entourage. Il a été kidnappé alors qu'il franchissait le rond-point de Makamba vers son lieu de travail. Ajoutons aussi qu'il était jeune marié puis qu'il avait célébré son mariage le 13 février dernier. - Un homme jusqu'ici paisible a tué la femme de son grand frère à l'aide d'une machette la nuit de ce mardi à mercredi sur la colline de Nkuba, commune de Bugendana de

la province Gitega. L'homme a été incarcéré au cachot de la police locale. Il refuse toujours de s'exprimer sur son geste. Le Justice - Jean Butoyi est le suspect numéro un dans l'affaire de la fosse commune de Mutakura. Originaire de la commune de Matongo en zone de Banga, colline de Rutoke en Province de Kayanza, Butoyi est un jeune papa de deux enfants (une fille de 4 ans et un fils de 2 ans). Il travaillait comme vendeur de charbon à la quatrième avenue du quartier de Mutakura, où sa famille habite. Récemment, il avait monté un commerce de vivres (riz, haricots et d'autres produits) au marché de Kinama. Sa décision d'aller à Kinama a été dictée par le fait que plusieurs boutiquiers et vendeurs de charbon de Mutakura sont accusés régulièrement par des hommes du lieutenant-colonel Darius Ikurakure d'approvisionner les insurgés. Un de ses employés a d'ailleurs été arrêté dernièrement avant d'être relâché. La femme de Butoyi est enceinte de six mois. Selon Donat Niyonzima, sa vie est fichue. Elle est convaincue de l'innocence de son mari et n'implore que la miséricorde de Dieu pour sauver son mari. Les voisins de Jean Butoyi ne croient pas non plus en sa culpabilité. De son côté, le maire de Bujumbura, Freddy Mbonimpa a accusé le suspect de s'être enrichi en ayant enterré les gens dans la fosse commune de Mutakura. M. Mbonimpa a indiqué que cet argent lui avait permis d'ouvrir sa boutique dans le quartier de Kinama.